



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 12 – Du 31 mars au 13 avril 2023

## En bref

**Afghanistan** : L'année solaire 1401 marque la reprise des exportations afghanes à destination des marchés pakistanais et indien. La flambée des denrées alimentaires continue de peser sur le pouvoir d'achat des habitants de Kaboul. Une étude technique a été menée dans le cadre du projet de gazoduc TAPI.

**Bangladesh** : Inauguration d'une centrale photovoltaïque de 200MW, la plus importante du pays. 62% de la population en âge de travailler, un dividende à mettre à profit d'ici 2035. Le taux de pauvreté atteint 18,7% en 2022, en baisse de 5,6% en cinq ans. Formation d'un comité en vue de la révision des salaires minimaux dans le secteur textile.

**Bhoutan** : Dans son dernier rapport, la Banque asiatique de développement souligne l'urgence de développer le secteur privé. Le Bhoutan est l'unique pays de la zone Asie du Sud dont la croissance n'a pas été revue à la baisse par la Banque mondiale.


**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Revue à la baisse de la croissance de l'Inde pour l'année en cours, à 6,3 % par la Banque mondiale. Révision à la baisse du taux de croissance par le FMI, à 5,9 % pour l'année budgétaire en cours. Baisse du taux de chômage à 7,8 % en mars, au plus bas depuis trois mois. *Politique monétaire* : Maintien du taux directeur inchangé de la banque centrale indienne, à 6,5 %.

**Népal** : Etat des lieux de l'économie népalaise selon le dernier rapport de la BAsD et la Banque mondiale. Le Népal et le Bangladesh organisent une réunion bilatérale sur l'énergie à Dhaka.

**Pakistan** : La Ministre d'Etat aux Finances et au Revenu, le Dr Aisha Ghous Pacha représentera le Pakistan aux assemblées de printemps à Washington. Des avancées concernant l'augmentation des réserves de la Banque centrale (SBP) : après les promesses chinoises, des rumeurs concernant des promesses saoudiennes. Le gouvernement pakistanais n'a pas annoncé de nouveaux engagements « durables » sur la fiscalité demandés par le FMI. La Banque mondiale (BM) revoit la croissance économique du Pakistan de 2 à 0,4% pour l'année 2022/2023. La Banque mondiale estime que le taux de pauvreté s'élève à 37,2% au Pakistan. Selon la Banque mondiale, le coût budgétaire des doublons administratifs serait de l'ordre de 705 Mds PKR (2,44 Mds USD). La Banque mondiale recommande une indexation automatique du prix du tabac sur l'inflation. Inflation : l'IPC à 35,37% en g.a. Le taux directeur de la Banque centrale a été relevé de 20 à 21 %. Légère baisse des réserves de change. Les importations en contrebande de diesel iranien entraînent des effets de bord.

**Sri Lanka** : Maintien de l'inflation à 50% en g.a. au mois de mars et réduction des prix du gaz et des carburants. Réduction des prix de nombreux produits de consommation courante. Sri Lanka devrait

selon la BAsD être le seul pays d'Asie en récession en 2023, avec une contraction anticipée de 3% du PIB. Bonne performance des comptes extérieurs en février, soutenue par un faible déficit commercial. Subvention française pour la surveillance de la qualité de l'air à Colombo.



## Afghanistan

L'année solaire 1401 marque la reprise des exportations afghanes à destination des marchés pakistanais et indien

Selon les données du ministère du Commerce et de l'Industrie afghan, les exportations vers l'Inde sont passées d'un montant de 311 M USD lors de l'année solaire 1400 (mars 2021 à mars 2022) à 417 M USD lors de l'année solaire 1401, soit une augmentation de 34% en glissement annuel. Par ailleurs, les exportations vers l'Inde surpassent le montant qui prévalait lors de l'année antérieure à la prise de pouvoir des talibans, soit un montant de 411 M USD. Les exportations afghanes vers l'Inde sont principalement composées de fruits secs et de plantes médicinales.

En parallèle, les exportations en direction du Pakistan, constituées principalement de charbon, fruits secs et textiles, enregistrent une augmentation de 134%, passant d'un montant de 511 M USD à un niveau record d'1,2 Md USD lors de l'année solaire 1401. La reprise des exportations à destination du Pakistan, notamment concernant les exportations de charbon, est concomitante avec la reprise de l'exploitation minière en Afghanistan. En effet, selon le porte-parole du ministère des Mines et du pétrole, les recettes minières afghanes atteignent un montant équivalent à 200 M USD, lors de l'année solaire 1401, en comparaison de 27 M USD l'année précédente.

Selon les statistiques du ministère du Commerce et de l'Industrie afghan, le montant des exportations totales de l'Afghanistan a atteint près de 2 Mds USD au cours de l'année solaire 1401, soit une augmentation de 135% en g.a. Les destinations principales des produits afghans sont le Pakistan, l'Inde, la Chine et les Émirats arabes unis.

La flambée des denrées alimentaires continue de peser sur le pouvoir d'achat des habitants de Kaboul

En Afghanistan, bien que les denrées alimentaires soient largement disponibles grâce aux bonnes conditions météorologiques et aux bonnes récoltes, deux tiers des ménages afghans ne peuvent pas se permettre d'acheter des produits alimentaires de base en raison de l'effondrement des revenus privés et de l'inflation généralisée, atteignant 9% en novembre dernier. En conséquence, les estimations du Programme alimentaire mondial (PAM) montrent que la part de la population insuffisamment nourrie est restée supérieure à 90 % en Afghanistan.

De surcroît, la municipalité de Kaboul a mis en place un prix plafond sur les commodités telles que la farine, l'huile de cuisson, ou le riz. En revanche, les prix adoptés sur les marchés excèdent de loin les prix fixés. Selon les commerçants, le prix élevé d'achat des commodités, imputable à des droits de douane importants, empêche de respecter les seuils mis en vigueur par la municipalité. Par ailleurs, selon certains habitants, les prix des denrées alimentaires augmentent périodiquement chaque année pendant le Ramadan.

Une étude technique a été menée dans le cadre du projet de gazoduc TAPI

Selon le ministère des Mines et du pétrole, les conclusions de l'étude technique du gazoduc TAPI ne mettent pas en exergue d'obstacles particuliers à sa mise en œuvre.

Pour rappel, le gazoduc transnational TAPI devrait transporter 33 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an sur un parcours de 1 800 km entre Galkynysh, le deuxième plus grand champ gazier du monde au Turkménistan, et la ville indienne de Fazilka, près de la frontière pakistanaise.

Zia Rahman Aryoubia, Ministre délégué des mines et du pétrole, a déclaré que l'acquisition de terres était actuellement en cours dans la province occidentale de Herat. En revanche, il convient de rappeler que la construction du gazoduc demeure bloquée à ce stade, compte

tenu de la suspension des financements de la Banque asiatique de développement (BAsD), entité prêteuse du projet, en Afghanistan depuis la prise de pouvoir des Talibans.

## Bangladesh

**Inauguration d'une centrale photovoltaïque de 200MW, la plus importante du pays**

Avec une capacité installée de 200MW, cette centrale surpasse de loin la centrale photovoltaïque de 100MW construite à Mongla fin 2021 et double presque la capacité de production totale du pays qui était jusqu'alors de 261MW seulement. Situé à Sundarganj, dans le nord-ouest du Bangladesh, le projet a été mis en œuvre pour un coût total de 18 Mds Tk (environ 160 M EUR) et est détenu à 80% par le conglomérat bangladais Beximco et à 20% par une entreprise chinoise (TBEA Xinjiang Sunoasis). L'électricité sera revendue au Bangladesh Power Development Board (BPDB) pour 13,9 Tk/kWh sur une durée de 20 ans d'après le contrat signé en 2017.

Les annonces d'investissements dans les énergies renouvelables sont certainement de plus en plus nombreuses, comme le souligne l'accélération des livraisons de projets (15MW en 2019, 50MW en 2020, 141MW en 2021) et les bonnes perspectives (656MW en 2023). Cette accélération s'inscrit dans l'objectif d'atteindre 40% d'électricité à base de renouvelable d'ici 2041. Néanmoins, l'essor du solaire est notamment limité par les difficultés d'acquisition des terres, une ressource à la fois rare et morcelée.

Le français Total Eren est implanté au Bangladesh, notamment sur un projet de 50MW à Mymensigh (nord du pays).

**62% de la population en âge de travailler, un dividende à mettre à profit d'ici 2035**

Le Bangladesh Bureau of Statistics (BBS) a rendu publics des résultats préliminaires du recensement de la population effectué en 2022. Le dernier recensement datait de 2011.

Ces résultats soulignent que le Bangladesh profite encore d'un dividende démographique, le pays voyant passer sa population en âge de travailler de 58% de la population en 2011 à 62% en 2022. Les politiques de planning familial mises en place dès les années 70 ont ramené le taux de croissance de la population de 2,8% par an en 1981 à 1,22% en 2022. Ainsi, la population vieillit : l'âge médian passe d'environ 23 à 27 ans en dix ans et la population de plus de 60 ans représente dorénavant 9,3% contre 7,5% en 2011.

Le Bangladesh a donc désormais atteint la troisième et dernière phase de la transition démographique, avec des taux de mortalité et de fertilité faibles. D'après le scénario médian des Nations-Unies, la population du Bangladesh devrait continuer à croître jusqu'en 2050 pour atteindre environ 190M d'habitants. Il serait alors le 10e pays le plus peuplé au monde, derrière le Pakistan (340M, 5e) et l'Inde (1,64Md, 1er). En 2020, le Bangladesh se classe 8e avec 165M d'habitants.

Le dividende démographique pourrait, d'après le FMI, atteindre son pic au milieu des années 2030 ; c'est-à-dire plusieurs années avant 2041, date à laquelle le Bangladesh vise à devenir un pays à haut-revenu.

**Le taux de pauvreté atteint 18,7% en 2022, en baisse de 5,6% en cinq ans**

Le rapport publié tous les cinq ans sur les revenus et dépenses des ménages a été publié par le Bangladesh Bureau of Statistics (BBS). Celui-ci estime le taux de pauvreté à 18,7% contre 24,3% en 2016, date du précédent rapport du BBS. La crise sanitaire du COVID puis la forte inflation connue depuis près d'un an ont retardé l'atteinte des objectifs du gouvernement. Il visait en effet un taux de pauvreté à 18,6 % en 2020, 14,4 % en 2025 et 9,7 % en 2030, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD1).

Le COVID avait supprimé près de dix ans de progrès sur le front de la lutte contre la pauvreté. Des données publiées par la Planning Commission indiquaient un taux de pauvreté de 29,4% en juin 2020, un niveau inédit depuis 2010, et bien au-delà du taux de juin 2019 évalué à 20,5%.



### Formation d'un comité en vue de la révision des salaires minimaux dans le secteur textile

Le ministère du Travail vient d'annoncer la formation d'un comité chargé de la révision des salaires minimaux dans les usines de prêt-à-porter, composé de représentants des chefs d'entreprise, des employés et d'une personne qualifiée.

Les salaires minimaux du secteur textile sont révisés tous les cinq ans. Le salaire d'un travailleur non-qualifié avait été porté à 8000 Tk (70 EUR) au 1<sup>er</sup> janvier 2019, soit une augmentation de 51% par rapport au salaire précédent (5300 Tk depuis 2013). Le salaire minimum s'élève à 18257 Tk pour l'échelon le plus élevé.

A l'heure actuelle, 42 secteurs de l'économie marchande bénéficient d'un salaire minimum mensuel fixé par le MWB dans le cadre du Bangladesh Labour Act 2006. En revanche, ces secteurs couvriraient seulement 10% des travailleurs bangladais, laissant la plupart des travailleurs sans protection sociale de ce type.

## Bhoutan

Dans son dernier rapport, la Banque asiatique de développement souligne l'urgence de développer le secteur privé

Selon le [Asian Development Outlook](#), publié par la Banque asiatique de développement (BAsD), la lourdeur réglementaire, les défaillances de marché et le manque de main d'œuvre entravent simultanément la progression du secteur privé bhoutanais. Par ailleurs, le gouvernement a émis l'ambition d'atteindre un objectif de 10 Mds USD d'ici 2034, s'agissant du PIB nominal.

Selon les économistes de la BAsD, la stagnation de l'économie bhoutanaise, et la montée du chômage, sont largement imputables à l'insuffisance de développement du secteur privé, à l'exception du secteur hydroélectrique. Alors que le secteur public et l'agriculture fournissent collectivement environ 63 % de l'emploi et un quart du produit intérieur brut, la construction, l'électricité, l'eau et le gaz

fournissent un autre quart du PIB avec seulement 8 % de l'emploi.

Au sein du rapport, les experts préconisent la promotion du partenariat public-privé (PPP), notamment en simplifiant sa réglementation, la privatisation des entreprises d'État déficitaires et le soutien à la recherche et développement afin de stimuler l'innovation. La création d'un environnement de confiance, propice aux affaires, encouragera par voie de conséquence les flux d'investissement direct étranger, susceptible de créer de l'emploi dans le pays et de favoriser les transferts de technologie.

Le directeur pays au Bhoutan de la BAsD, s'inquiète de l'émigration massive en cours, puisque ce sont des milliers qui ont émigré au cours de l'année 2022 pour des raisons économiques, selon le rapport. En effet, actuellement près de 30 000 Bhoutanais résident en Australie, soit près de 4% de la population totale, première terre d'émigration pour les Bhoutanais. Il s'agit d'un nombre conséquent pour une population constituée de moins de 800 000 habitants.

Le Bhoutan est l'unique pays de la zone Asie du Sud dont la croissance n'a pas été revue à la baisse par la Banque mondiale

Selon le dernier [rapport de la Banque mondiale](#), la croissance du Bhoutan pour l'exercice budgétaire 2022/23, qui s'achèvera le 1<sup>er</sup> juillet prochain, progressera à un rythme de 4,5%, grâce à la réouverture des frontières en vigueur depuis septembre 2022. Toutefois, les arrivées de touristes devraient rester faibles en raison de l'atonie de la croissance mondiale, par ailleurs estimée à 2,8% pour l'année 2023 par le World Economic Outlook du FMI, et du montant élevé de la taxe sur le tourisme de l'ordre de 200 USD par jour.

En conséquent, la croissance devrait rester modérée au cours de l'exercice suivant 2023/24, avec une croissance estimée à 3,1%. Selon le rapport, à moyen terme la reprise devrait être soutenue par la mise en service de nouvelles centrales hydroélectriques et le secteur des services.

En revanche, la faiblesse du secteur financier, dont 60% des actifs sont détenus par l'État, conjuguée à l'absence d'une stratégie de consolidation budgétaire et de développement du secteur privé sont des facteurs pesant sur la reprise économique du pays.

En parallèle, au sein de son dernier rapport, la Banque asiatique de développement projette la croissance bhoutanaise à un rythme de 4,6% pour l'année 2023, et 4,2% pour l'exercice suivant. Selon le rapport, l'inflation s'est réduite, de 7,3% en 2021 à 5,6% en 2022, imputable à la baisse de l'inflation des prix des denrées alimentaires, revenue de 12,8 % en 2021 à 5,0 % en 2022. En revanche, le creusement du déficit courant, de 22% du PIB en 2021 à désormais 34,3% en 2022, demeure un point d'inquiétude. Celui-ci est principalement induit par le déficit commercial du pays qui s'établit à 35% du PIB, en lien avec la hausse du prix des importations d'hydrocarbures et de l'acier. Par ailleurs, le creusement du déficit courant a entraîné une réduction de 20% des réserves de change en 2022, qui s'élèvent désormais à un niveau de 755 M USD, assurant la couverture de quatre mois d'importations de marchandises et services.

## Inde

### Indicateurs macroéconomiques

[Revue à la baisse de la croissance de l'Inde pour l'année en cours, à 6,3 % par la Banque mondiale](#)

La Banque mondiale a abaissé ses prévisions de croissance pour l'Inde - pour l'exercice budgétaire en cours (qui a débuté le 1<sup>er</sup> avril) à 6,3 % (contre 6,6 % précédemment).

Cette baisse s'explique, selon la Banque, par la hausse des coûts d'emprunt - la banque centrale ayant relevé ses taux d'intérêt de 250 points de base depuis mai - et le ralentissement de la croissance des revenus, qui pèsent tous deux sur la croissance de la consommation privée. Le retrait des mesures de soutien budgétaire liées à la pandémie impacte également à la baisse la consommation.

La troisième économie d'Asie a enregistré une croissance en glissement annuel de 4,4 % au quatrième trimestre (octobre-décembre 2022), contre 11,2 % un an plus tôt. Selon la Banque, cette croissance s'explique par la forte croissance des dépenses d'investissement public, qui a permis de stimuler les activités de construction et dans une moindre mesure les investissements privés. La croissance de la consommation privée, qui représente plus de 55 % du PIB de l'Inde, a pour sa part fléchi au T4 2022, l'inflation élevée ayant bridé cette dernière, en particulier parmi les groupes à faible revenu.

La croissance des importations (en glissement annuel) a également ralenti au T4 2022 par rapport au T3, en raison de la faible demande d'intrants manufacturiers, ce qui a contribué à réduire le déficit commercial.

[Révision à la baisse du taux de croissance par le FMI, à 5,9 % pour l'année budgétaire en cours](#)

Le Fonds monétaire international a ramené ses prévisions de croissance pour l'Inde de 6,1 % à 5,9 % pour l'exercice budgétaire en cours (2023-24), tout en brossant un tableau sombre de l'économie mondiale en raison du resserrement des conditions de financement, alors même que la guerre en Ukraine se poursuit et que la pandémie perdure. Malgré cette baisse, l'Inde sera l'une des économies du G20 enregistrant la croissance la plus rapide au cours des deux prochaines années.

Le FMI prévoit également un ralentissement de l'inflation indienne à 4,9 % pour l'année en cours et à 4,4 % pour la prochaine année budgétaire. La semaine dernière, la Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement avaient également réduit leurs prévisions de croissance de l'Inde pour l'année fiscale 2023/2024 à 6,3 % et 6,4 %, respectivement. La RBI a en revanche relevé ses prévisions de croissance du PIB indien à 6,5 % pour l'année budgétaire en cours, contre 6,4 % prévus lors de sa réunion de février.

### Baisse du taux de chômage à 7,8 % en mars, au plus bas depuis trois mois

Les données du Centre de suivi de l'économie indienne (CMIE) font état d'une augmentation du taux de chômage en Inde, à 7,8% en mars (contre 7,5 % en février), soit son plus haut niveau depuis trois mois. Plus spécifiquement, sur cette même période, le taux de chômage a atteint 8,4 % dans les zones urbaines, et 7,5 % dans les zones rurales.

Ces chiffres indiquent une détérioration des conditions du marché du travail du pays. Cette situation est aggravée par la baisse simultanée du taux d'activité, qui est passé de 39,9 % à 39,8 %. Le nombre de personnes « occupées » a également diminué, passant de 409,9 millions à 407,6 millions au cours de cette période.

En mars, l'Haryana enregistre le taux de chômage le plus élevé des Etats et territoires de l'Union à 26,8 %, suivi de près par le Rajasthan (26,4 %), le Jammu-et-Cachemire (23,1 %), le Sikkim (20,7 %), le Bihar (17,6 %) et le Jharkhand (17,5 %).

### Politique monétaire

#### Maintien du taux directeur inchangé de la banque centrale indienne, à 6,5 %

Le Comité de politique monétaire (CPM) s'est réuni les 3, 5 et 6 avril 2023 et a évalué la situation macroéconomique et ses perspectives. Il a décidé à l'unanimité de maintenir le taux directeur inchangé à 6,50 % lors de cette réunion, après six hausses successives depuis mai 2022, invoquant « l'incertitude sans précédent » du contexte géopolitique et des marchés financiers, tandis que « la lutte contre l'inflation » continue. La décision de la RBI a surpris les marchés qui s'attendaient à une hausse de 25 points de base, dans le sillage des récentes augmentations de taux de la Réserve fédérale américaine, de la Banque centrale européenne et de la Banque d'Angleterre, malgré les turbulences du secteur bancaire.

Le Comité de politique monétaire a également décidé, à la majorité de 5 membres sur 6, de continuer à se concentrer sur le retrait des mesures d'assouplissement afin que l'inflation

converge progressivement vers le centre de la cible (de 4,0 %), tout en soutenant la croissance.

Lors de sa conférence de presse, le gouverneur a insisté sur le fait que la décision de suspendre le taux directeur ne concernait que cette réunion, sous-entendant que ce dernier pourrait encore être modifié lors des prochains comités si le contexte évoluait.

## Népal

#### Etat des lieux de l'économie népalaise selon le dernier rapport de la BASD et la Banque mondiale

Publiée le 4 avril par la BASD, la dernière édition du [Nepal Development Update : Fine-Tuning Policy in a Turbulent Environment](#), projette une croissance de l'économie népalaise à hauteur de 4,1 % pour l'exercice 2023, une révision à la baisse par rapport à la prévision d'octobre 2022 qui projetait une croissance de 5,1%. Au cours de l'exercice 2024, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 4,9 %, soutenue par la reprise du tourisme conjuguée à la croissance des envois de fonds (+13,8% en g.a.). Par ailleurs, les estimations de croissance de la BASD s'alignent avec celles de la Banque mondiale.

Au cours de l'année 2022, le resserrement de la liquidité a entraîné une réduction de l'octroi de crédits pour le secteur privé et une baisse du montant d'importation. Par voie de conséquence, ces mesures ont également provoqué une baisse des revenus de l'Etat puisque environ 50 % des recettes fiscales du Népal sont liées aux redevances douanières. Les restrictions sur les importations ont ainsi provoqué une sous-performance des recettes fiscales au cours du premier semestre de l'année fiscale 2023, qui chutent de 15 % en glissement annuel. La baisse des importations concerne non seulement les biens de consommation mais également les biens d'équipement et biens intermédiaires.

L'économie du Népal est largement axée sur les services. Le commerce de gros et de détail représente à lui seul plus de 16 % du PIB national. Les estimations du gouvernement concernant la



croissance au cours du premier trimestre de l'année fiscale 2023 montrent également que la croissance du secteur industriel s'est contractée. Par ailleurs, bien que la croissance du tourisme ait été dynamique entre 2021 et 2022, les arrivées de touristes internationaux représentent encore la moitié du niveau antérieur à la pandémie.

"Les mesures prises pour faire face aux pressions sur le commerce extérieur ont eu pour conséquence involontaire un ralentissement de la croissance économique et une baisse des recettes fiscales", explique Faris Hadad-Zervos, directeur de la Banque mondiale pour les Maldives, le Népal et le Sri Lanka.

#### Le Népal et le Bangladesh organisent une réunion bilatérale sur l'énergie à Dhaka

Le secrétaire d'Etat népalais pour l'énergie est attendu à Dhaka pendant la deuxième semaine de mai pour une rencontre avec son homologue bangladais.

Cette réunion bilatérale sera l'occasion de faire avancer la perspective d'échanges transfrontaliers d'électricité. Le Bangladesh a déjà donné son accord pour l'achat de 50 MW d'électricité produite par des centrales hydroélectriques népalaises.

De plus, le Bangladesh a exprimé son intérêt pour l'achat de 500 MW (sur une production totale de 900 MW) provenant du projet hydroélectrique Upper Karnali. Dhaka souhaite également investir dans les projets hydroélectriques népalais de Sunkoshi-3 (683 MW) et Khimti Shivalaya (1 547 MW).

Par ailleurs, cette réunion intervient alors que le pays s'est engagé à réduire de 22 % ses émissions de carbone d'ici 2030 et souhaite décarboner sa production d'électricité largement alimentée par des combustibles fossiles.

À l'approche de la saison des pluies, le Népal, qui enregistre constamment un excédent de production d'hydroélectricité pendant cette période, souhaite étendre ses exportations d'électricité à d'autres pays que l'Inde. Néanmoins le développement de lignes à haute tension entre les deux pays serait conditionné à l'accord du gouvernement indien puisque le

Bangladesh et le Népal ne partagent pas de frontières géographiques.

## Pakistan

La Ministre d'Etat aux Finances et au Revenu, le Dr Aisha Ghaus Pacha représentera le Pakistan aux assemblées de printemps à Washington

Mme Aisha Ghaus Pacha devrait participer *in situ* aux réunions des assemblées de printemps.

Le fait que le ministre en titre, M. Dar, ne soit pas présent *in situ* à Washington (il n'assiste aux réunions que dans le cadre de vidéo-conférences) est jugé à Islamabad comme constituant un désaveu émanant du Premier ministre.

M. Dar a assisté aux vidéo-conférences entouré de deux conseillers spéciaux du Premier ministre: le conseiller spécial aux Finances Tariq Bajwa et le conseiller spécial sur le Revenu Tariq Mehmood Pacha.

Des avancées concernant l'augmentation des réserves de la Banque centrale (SBP) : après les promesses chinoises, des rumeurs concernant des promesses saoudiennes

On rappellera que l'intervention financière des « pays amis » constituent l'une des deux exigences essentielles du FMI pour finaliser la 9<sup>ème</sup> revue de l'EFF et pour verser environ 1,1 Md USD au gouvernement pakistanais.

1/ Le ministère des Finances a annoncé que la Chine avait donné des assurances concernant le renouvellement de son dépôt de la SAFE de 2 Mds USD au sein de la SBP.

2/ Le quotidien pakistanais News International annonce que le FMI aurait reçu l'assurance que la SBP allait recevoir prochainement un dépôt de 2 Mds USD lors du pèlerinage de dix jours à la Mecque qu'effectue actuellement le Premier ministre.

3/ Aucune information ne provient de la partie émirienne ou pakistanaise concernant le dépôt que les Emirats arabes unis pourraient verser à la SBP.



### Le gouvernement pakistanais n'a pas annoncé de nouveaux engagements « durables » sur la fiscalité demandés par le FMI

Alors que Mme Esther Perez, la Cheffe de la mission résidente du FMI au Pakistan avait indiqué il y a deux semaines que l'accord au niveau des services du FMI (*staff level agreement*) restait conditionné à un engagement du gouvernement en matière de soutenabilité des finances publiques sur plusieurs exercices, le ministère des Finances pakistanais n'a pas annoncé d'avancée majeure dans cette direction. A cet égard, certaines des pistes dégagées dans le « *Pakistan Development Update 2023* » (cf. ci-après) pourront à coup sûr constituer une base intéressante de discussion.

### La Banque mondiale (BM) revoit la croissance économique du Pakistan de 2 à 0,4% pour l'année 2022/2023

Dans son rapport intitulé « *Expanding opportunities: toward inclusive growth* », la BM revoit ses prévisions de croissance du PIB en 2022/2023 à 0,4% (contre une estimation de croissance révisée à 2 % en novembre) et elle indique que « cela induit une croissance négative du PIB par habitant ». De son côté, dans son rapport régional sur l'économie, la Banque Asiatique de Développement a révisé la croissance économique à 0,6 % pour l'année budgétaire qui se termine le 30 juin prochain (contre une croissance révisée à 2,5%-3% en novembre dernier). Le FMI vient de ramener ses prévisions de 2% à 0,5% dans le cadre de son WEO de printemps.

### La Banque mondiale estime que le taux de pauvreté s'élève à 37,2% au Pakistan

La BM estime dans son « *Pakistan Development Update 2023* » que 37,2% des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est établi à 3,2 USD par jour, soit 9 millions de Pakistanais de plus qu'en 2021/2022. Le seuil de pauvreté s'établit à 3,6 USD par jour. La Banque mondiale considère que cette forte augmentation de la pauvreté est due au fait que la classe moyenne inférieure a été confrontée à une crise économique aggravée par l'effet récessif des

inondations, tout en ne disposant pas d'une épargne suffisante pour en atténuer l'impact.

### Selon la Banque mondiale, le coût budgétaire des doublons administratifs serait de l'ordre de 705 Mds PKR (2,44 Mds USD)

Cette évaluation a été formulée par M. Derek Chen, l'un des économistes de la Banque mondiale basés à Islamabad qui présentait le rapport « *Pakistan Development Update 2023* ».

Le coût financier du maintien d'un ministère fédéral de l'Éducation, en dépit du 18<sup>e</sup> amendement constitutionnel de 2010 qui a dévolu cette fonction au niveau fédéré, en parallèle avec des ministères provinciaux de l'éducation, est estimé à 315 Mds PKR (1,1 Md USD). M. Derek Chen en appelle notamment à ce que la « *National Commission for Human Development* » et que la « *Higher Education Commission* », qui sont aujourd'hui gérées au niveau fédéral et fédéré, soient fondues dans les ministères de l'éducation provinciaux.

Selon la BM, une dévolution complète de l'action de l'État aux provinces dans le seul domaine de l'éducation entraînerait une économie de l'ordre de 315 Mds de PKR, soit 0,5 % du PIB de l'exercice budgétaire 2021/2022.

Les trois autres postes importants qui sont à l'origine des doublons se trouvent essentiellement dans l'agriculture, la santé et dans les politiques visant à attirer les investissements étrangers.

En ce qui concerne la politique agricole provinciale, la BM conseille aux provinces de mettre en place des taxes foncières et agricoles qui leur permettraient d'assumer leurs responsabilités en matière de dépenses.

### La Banque mondiale recommande une indexation automatique du prix du tabac sur l'inflation

La BM a également recommandé l'indexation automatique du prix du tabac sur l'inflation. Si un tel changement avait été effectué dans le cadre de la Loi de Finances 2022/2023, il se serait traduit par des recettes supplémentaires de l'ordre de 270 Mds PKR (930 MUSD).

### Inflation : l'IPC s'inscrit à 35,37% en g.a.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint 35,37% en g.a. en mars (contre 31,5 % en février), un niveau comparable à celui de 1965 lors de l'offensive militaire indienne sur le Pendjab pakistanais. L'augmentation des prix concernant l'alimentation enregistre une augmentation moyenne en g.a. de 50,2% dans les zones rurales et de 47,1% dans les villes.

Dans son « *Asian Development Outlook* », la BAsD estime que l'IPC devrait reculer progressivement et terminer l'année budgétaire à 27,5 % en g.a. au 30 juin.

### Le taux directeur de la Banque centrale a été relevé de 20 à 21 %

La Banque centrale (SBP) a augmenté le taux directeur de 100 points de base, le portant à 21 %, son niveau le plus élevé, selon un communiqué de presse publié mardi. Les taux d'intérêt réels (déflatés de l'inflation *ex post*) demeurant fortement négatifs, les analystes ont été étonnés que l'augmentation du taux directeur n'ait pas été plus élevée.

### Légère baisse des réserves de change

La baisse des réserves de la SBP à 4,208 Mds USD (29 jours d'importations) contre 4,244 Mds USD d'une semaine sur l'autre, s'explique par un flux de remboursement de la dette extérieure. Le 24 mars, les réserves se situaient à 4,319 Mds USD après le dernier dépôt chinois de l'ICBC.

### Les importations en contrebande de diesel iranien entraînent des effets de bord

- (i) La suspension provisoire des importations de diesel

L'importateur quasi-monopolistique Pakistan State Oil (PSO) a annoncé qu'il venait de suspendre les importations en provenance du Koweït de deux tankers chargés de carburant diesel (à hauteur de deux fois 50 000 tonnes) qui était prévue d'ici à la fin avril.

La vente mensuelle totale de carburant diesel par le secteur légal serait d'environ 15 500 tonnes, ce

qui est inférieur à la demande réelle (>25 000 tonnes). La chute des ventes légales de diesel constatée ces dernières semaines a eu pour effet de gonfler les stocks totaux de diesel dans le pays, qui s'établiraient désormais à 44 jours de consommation.

La baisse de la vente de diesel raffiné par les réseaux de distribution légaux pakistanais est liée à son prix élevé (293 PKR le litre, soit 1,02 USD) alors que le prix du diesel iranien de contrebande est vendu entre 230 et 235 PKR (soit entre 0,80 USD et 0,82 USD).

- (ii) La baisse de production de la première raffinerie pakistanaise

Dans ce contexte de sous-utilisation de son appareil de production, la "Pak Arab Refinery Limited (PARCO)", la plus grande raffinerie du pays, a fermé temporairement sa raffinerie du 7 au 11 avril en annonçant des opérations de maintenance. Elle a repris depuis son activité le 12 avril à 50% de son activité. Un éditorialiste du quotidien "News International" considère que la raffinerie a cessé de fonctionner du fait de la baisse nette des importations de carburant diesel.

La sous-activité des raffineries pakistanaises a amené la semaine dernière les représentants locaux de l'industrie pétrolière à soulever, dans le cadre d'une réunion avec le ministre du pétrole, la question des risques pour le secteur du raffinage que représentent les importations en contrebande de diesel iranien. A ce stade, il ne semble pas que le gouvernement pakistanais ait pris des mesures spécifiques pour lutter contre les acteurs de la contrebande.

## Sri Lanka

Maintien de l'inflation à 50% en g.a. au mois de mars et réduction des prix du gaz et des carburants

D'après le *Colombo Consumer Price Index*, l'inflation pour le mois de mars s'élève à 50,3% en g.a. après 50,6% en février. Cette relative stabilité de l'inflation après plusieurs mois de baisse marquée tient à l'augmentation des tarifs de l'électricité mi-février, qui a tiré l'inflation non-alimentaire à la hausse (51,7% en mars contre 48,8% en février) alors que l'inflation alimentaire continue sa baisse à un rythme accéléré (47,6% en mars contre 54,4% en février). Dans le détail, l'inflation baisse pour toutes les catégories de produits hors « *Housing, water, electricity and gas* ». Les prix des produits du panier de consommation ont néanmoins progressé de 2,9% en glissement mensuel ; l'inflation se maintient ainsi du fait de l'effet de base. Ce dernier devrait influencer favorablement la dynamique des prix au cours des prochains mois, alors que la période correspondante en 2022 avait été marquée par une forte hausse des prix tirée par la dépréciation de la roupie dès le mois de mars. Les autorités s'attendent ainsi à une diminution marquée de l'inflation dans les prochains mois, consécutive à la contraction de la demande, la modération des cours internationaux des produits importés, et l'amélioration de l'offre sur le marché intérieur grâce à l'accroissement des liquidités en devises et à la hausse de la production agricole. L'appréciation de la roupie, de l'ordre de 15% par rapport au dollar depuis la fin du mois de février permet de réduire l'inflation importée. La CBSL a ainsi annoncé le 4 avril le maintien des taux directeurs de ses facilités de dépôt et de prêt à 15,50% et 16,50% respectivement. Le FMI prévoit quant à lui que l'inflation atteindra 15,2% en g.a. à la fin de l'année 2023.

#### Réduction des prix de nombreux produits de consommation courante

Le gouvernement a annoncé le 29 mars une réduction immédiate du prix des carburants (de 15% pour l'octane 92, 27% pour l'octane 95, 20% pour le diesel et 3% pour le kérosène), baisse

permise notamment par la chute des cours du baril et l'appréciation de la roupie (de l'ordre de 15% par rapport au dollar depuis la fin du mois de février) et en accord avec les méthodes de tarification de l'énergie définies dans le cadre de l'accord avec le FMI. L'entreprise publique Litro Gas a également annoncé le 4 avril une diminution de ses prix de distribution du gaz de cuisson de 21%. Ces baisses ont été suivies d'annonces de réduction de prix dans d'autres secteurs, notamment les transports (13% pour les tickets de bus), les produits alimentaires, les engrais et la restauration. Le Ceylon Electricity Board a par ailleurs confirmé étudier la possibilité d'une réduction des tarifs de l'électricité, les dernières hausses de septembre et février ayant conduit à une baisse de la demande de 18%.

#### Sri Lanka devrait selon la BAsD être le seul pays d'Asie en récession en 2023, avec une contraction anticipée de 3% du PIB

Selon le récent *Asian Development Outlook* de la BAsD, après une contraction de 7,8% en 2022, le PIB sri lankais devrait diminuer de 3,0% en 2023 en raison de la faiblesse de la demande et de l'investissement public et privé avant de croître de 1,3% en 2024, porté principalement par la progressive reprise du tourisme. Ces estimations sont en-deçà de celles du FMI, à -3,0% en 2023 puis 1,5% en 2024. Après 46,4% en 2022, l'inflation moyenne anticipée par la BAsD est quant à elle de 24,6% en 2023 avant de retomber à 5,5% en 2024, en-deçà des estimations du FMI (28,5% puis 8,7%), sous l'effet de politiques budgétaires visant à réduire le déficit, de taux d'intérêt élevés, et d'un important effet de base. Le rapport met par ailleurs en avant plusieurs facteurs d'incertitude, dont notamment les modalités de restructuration de la dette, l'exposition au risque souverain du système financier, les échéances électorales à venir et le ralentissement de l'économie mondiale. Les recommandations émises en vue de permettre la stabilisation de l'économie sont en phase avec les actions prévues dans le cadre du programme FMI et insistent sur la restructuration des entreprises publiques, les réformes fiscales et du système financier, l'attraction de capitaux étrangers, la protection sociale et la lutte contre



la corruption. Dans le *Sri Lankan Development Update* publié le 3 avril, la Banque mondiale a par ailleurs rappelé ses propres estimations, plus pessimistes que celles de la BAAsD : le PIB sri lankais devrait d'après elle enregistrer une contraction de 4,3% en 2023, avant de croître de 1,2% en 2024.

### Bonne performance des comptes extérieurs en février, grâce à un faible déficit commercial

Le solde de la balance commerciale a atteint -39 MUSD en février (contre -780 MUSD en février 2022) ; la forte chute des importations en glissement annuel (1019 MUSD, -45,5%) compense nettement la moindre performance des exportations (982 MUSD, -10,2%). Les principaux contributeurs de la contraction du déficit commercial sur le mois de février en g.a. sont la chute des importations d'articles textiles (-256 MUSD), de biens d'équipement (-208 MUSD), de carburant (-207 MUSD), de matériaux de construction (-128 MUSD) et de métaux de base (-119 MUSD) qui signalent essentiellement un ralentissement des secteurs manufacturier et de la construction ainsi que l'effet des restrictions d'importation (biens d'équipement), de la baisse du cours du baril, des quotas à la pompe et de la chute de la consommation énergétique. Avec la réduction du déficit commercial, la bonne performance du secteur touristique depuis le début de l'année (125 495 arrivées en mars et 335 679 sur le T1 2023, soit +17,6% en g.a., 530 MUSD de recettes associées, soit +9,8% en g.a.) et des transferts en devises des migrants (en forte progression en mars à 568 MUSD, tirés par l'appréciation de la roupie et l'approche de la période des fêtes, et à 1,4 Md USD sur le T1 2023, soit +80,6% en g.a.), quoiqu'en-deçà des niveaux d'avant-crise, permet notamment à la Banque centrale de reconstituer ses réserves de change, à hauteur de 2,2 Mds USD fin février. Elles atteignent 2,7 Mds USD fin mars (1,7 mois d'importations), alimentées également par la première tranche du programme FMI (333 MUSD) reçue fin mars.

### Subvention française pour la surveillance de la qualité de l'air à Colombo

L'Agence française de développement a signé avec le Ministère de l'Environnement l'octroi d'une subvention de 300 000 EUR pour renforcer les capacités locales existantes afin de mettre en place une surveillance et une couverture systématiques de la qualité de l'air dans la zone métropolitaine de Colombo. Le projet prévoit une amélioration du réseau de surveillance existant, une meilleure gestion des données, un recensement complet des sources de pollution, l'identification des zones polluées critiques où des stratégies spéciales sont nécessaires, ainsi que la communication et la sensibilisation du grand public à la qualité de l'air. À long terme, l'objectif est d'aider le Sri Lanka à mettre en place un mécanisme centralisé de notification pour la surveillance de la qualité de l'air, qui puisse servir de base à des décisions politiques fondées sur des données solides et efficaces. Mis en œuvre par Airparif, organisme en charge de la surveillance de la pollution dans le Grand Paris, le projet permettra l'échange de connaissances avec la Central Environmental Authority (CEA) et la National Building Research Organization (NBRO) sri lankaises.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)